

# RÉFLEXIONS SUR LES ÉVOLUTIONS RÉCENTES DES RAPPORTS SUD-SUD ET NORD-SUD

RÉMY HERRERA \*

*Cet article propose une série de réflexions sur les évolutions récentes des rapports Sud-Sud et Nord-Sud. Depuis quelques mois, des événements de portée régionale ont eu lieu dans le Sud, sans retenir l'attention nécessaire des médias dominants dans les pays du Nord, alors que leurs effets influenceront vraisemblablement l'avenir même du système mondial. L'Alternative bolivarienne pour les Amériques est en cours en Amérique latine. Inspirera-t-elle d'autres continents ? En parallèle, les échanges Asie-Afrique se développent fortement. Ces évolutions annoncent-elles un système mondial plus équilibré ? Quelles questions posent-elles aujourd'hui aux forces progressistes du Nord en matière de politique étrangère ?*

**N**ous proposerons ici au lecteur une série de réflexions, distinctes, mais articulées entre elles, sur les évolutions récentes des rapports Sud-Sud et Nord-Sud. Depuis plusieurs mois, en effet, se sont succédé des événements de portée régionale tout à fait fondamentaux pour l'avenir du Sud, comme pour celui du système mondial en général. Leur importance a été largement et volontairement sous-estimée dans les pays du Nord, mais ils doivent retenir l'attention de tous ceux et toutes celles qui souhaitent voir avancer la construction d'un « monde meilleur ». D'autant qu'une expérience de régionalisation alternative, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), est en cours en Amérique latine et caribéenne. Pourrait-elle inspirer les mouvements d'autres continents ? Serait-elle « exportable » ? Serait-ce enfin l'impulsion, tant attendue, d'un système mondial plus équilibré et plus juste ? En parallèle, un phénomène prend de l'ampleur : celui des échanges entre l'Asie et l'Afrique, qui se développent considérablement et doivent être étudiés. Face à ces évolutions,

---

\* ÉCONOMISTE, CHERCHEUR AU CNRS/CENTRE D'ÉCONOMIE DE LA SORBONNE, UNIVERSITÉ DE PARIS 1 - COURRIEL : [herrera1@univ-paris1.fr](mailto:herrera1@univ-paris1.fr).

majeures pour l'avenir du monde, nombreux sont les problèmes qui se posent aujourd'hui aux forces progressistes du Nord en matière de politique étrangère. Quels sont-ils, en ne retenant que ceux qui s'imposent de façon urgente et délicate ?

### **La nouvelle indépendance de l'Amérique latine ?**

On sait que la marche vers l'union des pays latino-américains et caribéens a connu des étapes décisives depuis le début de la décennie 2000. Une première victoire pour ces peuples a été le rejet du projet ultralibéral états-unien de Zone de libre-échange des Amériques (ALCA), grâce à la convergence de mobilisations populaires massives des sociétés civiles du continent et à la position commune de résistance adoptée, malgré leurs nombreuses différences, par les gouvernements progressistes du continent. L'estocade fut portée contre l'ALCA au cours du sommet de Mar del Plata de 2005, durant lequel les États du Marché commun du Sud (Mercosur, composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela) dirent ouvertement « non » aux ambitions de domination totale de Washington.

Une deuxième avancée a été, nous y reviendrons, le lancement presque simultané de l'ALBA par Cuba et le Venezuela – dès la fin 2004. Cette alliance fut bientôt rejointe par d'autres pays de la région dont le gouvernement avait basculé à gauche : Bolivie, Nicaragua, Équateur... C'est en son sein qu'est aujourd'hui développée une série de missions sociales destinées à améliorer les conditions de vie des peuples, spécialement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, du logement. En parallèle, plusieurs initiatives régionales ont été lancées, comme la création d'une Banque du Sud (BancoSur), à laquelle sont associés deux poids lourds du continent, l'Argentine et le Brésil ; mais aussi, dans le cadre de l'ALBA cette fois, l'accord instituant un nouveau système d'unité de compte entre pays membres, le Sucre.

Fin 2004 avait aussi été signée la « Déclaration de Cuzco », qui préparait la création d'une nouvelle organisation supranationale devant rassembler les cinq pays du Mercosur, déjà cités, les quatre membres de la Communauté andine des nations (Colombie, Pérou, Équateur, Bolivie), le Chili (qui reste très lié aux États-Unis), plus le Guyana et le Surinam. L'Union des nations sud-américaines (UNASUR), réunissant 12 pays d'Amérique du Sud, était lancée à la mi-2008, à Brasilia, avec pour but de créer une monnaie, un passeport et un parlement

communs. Le « Groupe de Rio » commença également à jouer un rôle majeur, notamment dans la résolution de conflits régionaux, comme ce fut le cas, par exemple, en mars 2008, lorsqu'une guerre entre la Colombie d'une part, l'Équateur et le Venezuela de l'autre, fut évitée *in extremis*.

C'est dans cette dynamique d'apaisement des tensions et de tentatives de rapprochement que les événements se sont encore récemment accélérés. Les 3 et 4 décembre 2011, les chefs d'État de 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes s'étaient réunis à Caracas pour confirmer la création de la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC). L'originalité de cette institution est de rassembler, pour la première fois, la totalité des pays souverains de la région... sans y associer les États-Unis (ni le Canada). Si les avancées précises que permettra de réaliser la CELAC demeurent encore floues, et s'il n'est pas encore possible d'affirmer que ses orientations seront nécessairement progressistes, sa mise en marche constitue en soi un événement d'une portée historique. Enfin, les peuples latino-américains et caribéens se sont proposés de conduire leur régionalisation dans une perspective nouvelle : celle de la prise de distance et de l'indépendance vis-à-vis de leur voisin du Nord. C'est donc tout le Sud qui est aussi concerné par ces initiatives.

Jusqu'au début des années 2000, les processus de régionalisation engagés en Amérique latine avaient toujours été instrumentalisés ou neutralisés par les États-Unis, quand ces derniers ne s'étaient pas eux-mêmes chargés de les concevoir. Le fait est connu : les visées de domination états-unienne ont été exprimées dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis systématisées par la doctrine Monroe au XIX<sup>e</sup> siècle. Leurs agressions militaires répétées, lancées sous le prétexte de « protéger les vies et les intérêts américains », leur avaient ménagé une zone d'influence dans l'hémisphère occidental, quasi exclusive en Amérique centrale et aux Caraïbes (en particulier à Porto Rico).

Le contrôle des États-Unis sur la région se renforça au début de la guerre froide avec la création en 1948 de l'Organisation des États américains (OEA), qui fut pour eux un lieu de distorsion des politiques intérieures et extérieures des pays latino-américains. La conséquence immédiate de la création de la CELAC est une marginalisation *de facto* de l'OEA. Certains, comme le président Chávez, ont même parlé de « substitution » ; d'autres, notamment du côté mexicain ou chilien, de « complémentarité ». Mais le résultat est là : l'OEA, et à travers elle, les États-Unis d'Amérique, ne décideront plus du destin de l'Amérique latine et caribéenne. De manière symbolique, les participants se sont

d'ailleurs entendus, à l'unanimité, pour que l'hôte de la rencontre de la CELAC en 2013 soit... Cuba ; pays exclu de l'OEA depuis 1962 pour « incompatibilité avec le système interaméricain » (*sic*).

Bien que la CELAC n'ait pour l'heure aucune application pratique véritable et qu'elle se heurte encore à de multiples blocages – dus en particulier aux conflits idéologiques existant en son sein et aux arbitrages entre avantages de cette communauté et rentes tirées des accords commerciaux bilatéraux avec les États-Unis –, on imagine sans peine l'impact extrêmement positif que pourrait produire l'orientation progressiste d'une telle intégration.

L'échec du dernier sommet des Amériques (le VI<sup>e</sup> du nom) – auquel participent les États-Unis, mais pas Cuba –, qui s'est clôturée le 15 avril 2012 à Carthagène des Indes en Colombie sans la moindre déclaration finale, a de quoi raviver les inquiétudes de Washington. Cet échec avait été annoncé par la dernière rencontre des pays de l'ALBA, quelques semaines plus tôt, puisque, en marge de l'ordre du jour, avait spontanément surgi dans les débats la question de la participation de Cuba au VI<sup>e</sup> sommet des Amériques. Conséquence : quelques heures à peine avant l'ouverture du sommet, le président colombien lui-même, Juan Manuel Santos, pourtant connu pour être un précieux « allié des États-Unis dans la région », fut contraint de sonder son homologue cubain sur l'éventuelle disposition de ce dernier à assister à la réunion de Carthagène, en cas d'accord sur son invitation en dernière minute...

Enfin, Cuba ne fut pas invitée. Et, en guise de protestation, la délégation équatorienne annonça qu'elle n'enverrait pas de représentant en Colombie ; comme celle du Nicaragua, qui annula son déplacement quelques heures à peine avant la cérémonie d'ouverture... si tard que son siège allait rester symboliquement vide d'un bout à l'autre de la rencontre. Au cours de la réunion, les autorités argentines – fortement critiquées dans les médias pour avoir récemment renationalisé le secteur pétrolier (à juste titre, selon nous) – quittèrent même la rencontre ; suivies par celles de Bolivie, qui, avec d'autres, manifestèrent leur mécontentement face à la tournure prise par les discussions sur la levée de l'embargo imposé unilatéralement par les États-Unis contre Cuba, la restitution par le Royaume-Uni des Malouines à l'Argentine ou le refus des interventions militaires étrangères au prétexte de lutter contre le narcotrafic...

La rébellion généralisée des pays du Sud se produisit sous les yeux du « maître du Nord ». Malgré le désastre, le président Barack H. Obama arborait à Carthagène un sourire forcé et cette attitude apparemment décontractée qu'on lui connaît... Mais le

changement est bel et bien en marche. Car c'est l'Amérique latine et caribéenne qui refuse désormais de voir Washington imposer ses décisions au reste de l'hémisphère – en recourant au veto, si besoin est. Un large front de résistance du Sud se dessine, laissant espérer à terme la formation d'un contrepoids à l'hégémonisme unipolaire états-unien. La plupart des représentants latino-américains ont d'ailleurs dit, haut et fort, que leurs pays ne participeraient pas au prochain sommet de 2015 si Cuba n'était pas invitée.

Et l'on comprend mieux pourquoi seuls quelques très rares communiqués, tout en nuances, ont été diffusés à l'issue de la rencontre, s'efforçant de minimiser autant que faire se pouvait l'ampleur du séisme qui venait d'avoir lieu.

### **L'ALBA est-elle « exportable » en Asie ou en Afrique ?**

Après avoir empêché l'entrée en vigueur du projet états-unien de l'ALCA, en quelques mois à peine, les peuples d'Amérique latine et caribéenne sont parvenus à passer à la contre-offensive, grâce au lancement de l'ALBA – ou « Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique », sous sa nouvelle appellation. Cette alliance, imaginée dès la fin 2001 en tant que régionalisation anti-ALCA, a été conçue comme une alternative aux intégrations régionales « courroies de transmission » de la mondialisation néolibérale. L'exemple de l'ALENA (Accord de libre-échange d'Amérique du Nord), aux effets dévastateurs sur le Mexique, est ici le plus frappant.

L'ALBA a été lancée en décembre 2004 à La Havane avec la signature par les présidents cubain et vénézuélien, Fidel Castro et Hugo Chávez d'un accord destiné à poser les conditions d'un renforcement de l'autonomie des pays latino-américains. La base en est la solidarité entre peuples souverains, excluant toute interférence des États-Unis. Depuis, les relations entre les deux révolutions sœurs se sont beaucoup développées, par l'intermédiaire de services sociaux (assurés par Cuba) contre du pétrole (fourni par le Venezuela) et d'une myriade d'autres coopérations (mines, sidérurgie, transports, télécommunications...). Entrée officiellement en vigueur en avril 2005, l'ALBA fut étendue par l'intégration de la Bolivie du président Evo Morales en avril 2006, quelques jours avant l'annonce de la nationalisation des hydrocarbures.

Au-delà de ces trois pays, l'extension de l'ALBA se poursuit avec l'adhésion du Nicaragua de Daniel Ortega en janvier 2007.

Un an plus tard, c'est la Dominique (petite île située entre la Guadeloupe et la Martinique) qui entrait dans la nouvelle régionalisation. En août 2008, ce fut le tour du Honduras, emmené par l'ancien président Manuel Zelaya. Ce dernier allait toutefois être renversé par un coup d'État militaire qui imposa au pouvoir, le 28 juin 2009, un gouvernement *de facto* dont l'une des premières mesures fut, outre la répression contre le peuple, de rompre les accords passés avec l'ALBA. Le processus d'élargissement avait pourtant repris un peu auparavant, quand les deux petits États de Saint-Vincent-et-les-Grenadines et d'Antigua-et-Barbuda avaient eux aussi décidé de rejoindre l'ALBA, en avril et en juin 2009 respectivement.

L'accès au pétrole vénézuélien et à la manne financière appréciable qu'il offre constitue à l'évidence une motivation de ces partenaires aux ressources très limitées. Sans faire partie de l'alliance, Haïti bénéficie aussi de livraisons de pétrole du Venezuela, aux mêmes conditions privilégiées que celles accordées aux membres de l'ALBA. Le rapprochement progressif du président Rafael Correa, qui conditionna un temps l'entrée de son pays dans l'ALBA par celle du Venezuela dans la Communauté andine – que ce dernier avait quittée en 2006, après la signature de l'accord de libre-échange entre la Colombie et les États-Unis – se concrétisa finalement, fin juin 2009, par la ratification de l'adhésion officielle de l'Équateur.

L'important réside ici dans le fait que l'ALBA est porteuse de profondes transformations à l'échelle du continent. Dans l'optique bolivarienne de « fédération de nations », l'ALBA recherche les fondements d'une stratégie d'intégration poussée non plus par les logiques de la maximisation du profit et d'application des « avantages comparatifs », mais par les principes réactivés de coopération, solidarité et complémentarité. Inspirée des pensées unificatrices de Simón Bolívar et de José Martí notamment, cette stratégie s'inscrit dans l'esprit de la Charte des Nations unies sur la coopération internationale comme dans celui de la déclaration de l'Assemblée générale sur le droit au développement. Par la promotion des secteurs sociaux (alimentation, santé, éducation, logement, emploi...), l'objectif est de continentaliser les « missions sociales » dans les nouveaux pays membres, en les adaptant aux demandes locales et en les plaçant au service des peuples. Les priorités immédiates des actions concrètes qui sont menées vont à l'amélioration des conditions d'existence du plus grand nombre et au renforcement de la participation populaire à la réalisation d'un projet de partage plus juste des richesses.

Une innovation mise en œuvre consiste en un fonds de compensation pour la convergence structurelle, dont le but est de tenter d'éliminer quelques-uns des obstacles au développement et de traiter de façon préférentielle les pays les plus pauvres. Il soutient ainsi financièrement, dans le strict respect de la souveraineté nationale de chaque État signataire, les efforts que déploient leurs gouvernements nationaux (et leurs collectivités locales) afin de formuler des politiques favorisant l'essor de secteurs sociaux et des infrastructures, la réappropriation des sols et des ressources naturelles, la diversification de l'économie, l'impulsion d'agricultures respectueuses des masses paysannes, des productions industrielles orientées davantage vers les besoins internes ou certaines exportations à forte valeur ajoutée susceptibles de remettre en cause la division internationale du travail.

Le moteur de l'ALBA, processus d'intégration des peuples latino-américains, est impulsé par les États. Mais la conception des forces motrices de la régionalisation a été récemment étendue de façon à associer aux négociations en cours, aux côtés des gouvernements déjà partenaires, le plus grand nombre possible de représentants de mouvements sociaux solidaires de cette dynamique continentale et actifs, y compris dans des pays non-membres de l'ALBA. Aux principes initiaux, comme l'autodétermination et la complémentarité des économies partenaires, l'égalité et la justice dans les échanges, l'intégration des politiques énergétiques ou la coopération technologique, sont venus ensuite s'ajouter de nouveaux objectifs, tels que l'activation (ou la réactivation) de la solidarité entre les pays du continent, la recherche de la souveraineté alimentaire, la lutte contre l'exclusion sociale, la défense des droits humains dans l'acceptation la plus large (civils, politiques, économiques, sociaux, pluriculturels...) ou la préservation de l'environnement. Le concept de régionalisation a ainsi évolué dans le sens d'un dépassement de la fragmentation des résistances et d'une convergence des luttes pour la construction d'un front uni des peuples.

Face aux dysfonctionnements du système mondial capitaliste actuel, penser à des alternatives à contenu social affirmé est aujourd'hui devenu une exigence majeure pour le bien-être des peuples. L'une des solutions passe assurément par l'essor d'échanges entre pays du Sud qui soient fondés sur des régionalisations alternatives, comme c'est justement le cas avec l'ALBA et ses programmes satellites (PetroSur dans l'énergie, Sucre pour la monnaie, TeleSur pour l'information...). Pour cela, les conditions sont nombreuses, mais aussi difficiles

à réunir : seraient nécessaires, d'abord, des avancées populaires dans les pays concernés et un passage des luttes de la défensive à l'offensive ; ensuite, l'accès au pouvoir d'un gouvernement progressiste et son contrôle effectif de l'État ; enfin, la définition d'une stratégie d'union des pays du Sud.

Quelles seraient, dans ce contexte, les possibilités d'aboutissement d'une version asiatique ou africaine de l'ALBA ? À l'heure présente, elles paraissent très faibles ; mais elles ne sont pas inexistantes. Les obstacles à surmonter sont bien sûr extrêmement importants en Asie, et peut-être encore davantage en Afrique. Ces deux continents demeurent traversés par de profondes contradictions et des oppositions multiples (en Asie, par exemple, entre Japon et Chine, Corée du Sud et Corée du Nord...). Ces conflits locaux sont d'ailleurs accentués par l'ingérence permanente de l'hégémonie du système mondial, les États-Unis – sans oublier le contrôle militaire direct que ces derniers exercent sur plusieurs pays, à commencer par la Corée du Sud, ni les guerres qu'ils poursuivent au Moyen-Orient et en Asie centrale.

De ce fait, la plupart des efforts d'institutionnalisation régionale (en Asie, par exemple, autour de l'ASEAN ou *via* diverses propositions d'intégration monétaire) sont restés assez limités. Compte tenu de son poids démographique, économique et diplomatique, la Chine est très vraisemblablement le seul contrepoids potentiel à l'hégémonisme états-unien, mais elle demeure toujours plus imbriquée dans le système de pouvoir du Nord, et spécialement des États-Unis. Il n'est cependant pas totalement inimaginable qu'un basculement à gauche d'un des gouvernements de droite dans un pays de la région (exemple : une victoire électorale des forces progressistes en Corée du Sud) puisse ouvrir l'opportunité de lancer une (tentative de) régionalisation alternative asiatique, dans le sillage de l'ALBA.

L'avenir dira si un tel scénario se réalisera – autour d'une Corée du Sud orientée à gauche et ouverte à l'idée d'une réunification avec la Corée du Nord et à un rapprochement avec la Chine et le Viêtnam, ou bien même en association avec d'autres pays aux gouvernements moins progressistes, mais qui ont su manifester dans le passé une volonté d'autonomie relative face aux diktats du FMI (comme ce fut le cas, par exemple, de la Malaisie durant la crise asiatique de 1998) –... ou ne se réalisera pas. À moins que l'agrégation des forces en Asie ne se produise autour du groupe de Shanghai, sur la base d'une alliance stratégique entre la Chine et la Russie, élargie à plusieurs partenaires clés de la région.



Ce type de régionalisations alternatives changerait en nature les relations entre pays du Sud. On nous dira : c'est utopique ! Sans doute, au vu de l'état des rapports de forces actuels. Mais souvenons-nous que quelques mois à peine avant son lancement, la réalité de l'ALBA était tout bonnement inconcevable pour beaucoup d'observateurs – et ce, même en Amérique latine et caribéenne.

### **Asie-Afrique : des échanges « équitables » ?**

L'essor des échanges Sud-Sud est l'un des axes fondamentaux de ce débat. Et c'est la Chine qui occupe, de très loin, la part la plus déterminante dans ce phénomène, en particulier pour ce qui regarde les relations entre l'Asie et l'Afrique. Elle signa en 2010 pour quelque 100 milliards de dollars de contrats commerciaux avec des pays africains, soit dix fois plus qu'une décennie plus tôt. Bien que très difficilement calculable, le stock total des investissements directs chinois en Afrique pourrait aujourd'hui excéder 120 milliards de dollars. Le continent africain représente désormais près d'un tiers des approvisionnements en hydrocarbures de la Chine (l'Angola ayant tout récemment détrôné l'Arabie Saoudite comme premier fournisseur). Les banques chinoises entrent en force dans le capital des établissements bancaires africains, y compris et surtout en Afrique du Sud.

Mais c'est en fait l'ensemble des flux d'échanges commerciaux entre Afrique et Asie qui s'est fortement accru. Avec pour résultat, entre autres et multiples exemples, que les exportations d'un pays comme le Burkina Faso à destination des pays asiatiques dépassaient la moitié des exportations totales de cette économie subsaharienne au milieu de la décennie 2000. Par-delà les différences locales et les variations annuelles, le fait marquant est que les économies de l'Asie en général, et la Chine en particulier, sont devenues pour l'Afrique des partenaires commerciaux incontournables.

Cette pénétration soulève des critiques – très loin d'être toutes fondées – au Nord, comme aussi en Afrique même. Dans les pays industrialisés du Nord, les condamnations les plus virulentes proviennent de représentants des élites économiques, qui crient au « péril jaune ». Force est pourtant de constater que l'un des effets de cette montée en puissance de l'Asie a été, imperceptiblement, de contraindre l'Union européenne à modérer le ton hautain sur lequel elle avait pris l'habitude depuis des lustres de s'adresser aux Africains (à défaut de modifier effectivement ses comportements à leur égard). En Afrique, ce sont souvent des

commerçants ou des intermédiaires influents qui font campagne contre les Asiatiques ; mais il semble qu'une grande partie des élites politiques, comme aussi une large majorité des couches populaires, y trouvent maints avantages.

En dépit de problèmes multiples et réels, qu'il faudra savoir surmonter par l'utilisation bien pensée d'outils de politique économique à la disposition des États, dans l'ensemble, ces nouvelles relations constituent une chance à saisir pour l'Afrique. Il est même vraisemblable que le redressement du taux de croissance économique des pays africains entre 2000 et 2007 (soit jusqu'à l'éclatement de la crise systémique à l'échelle globale) soit positivement corrélé au dynamisme observé dans leurs échanges avec l'Asie sur cette même période. Car les effets positifs de ces échanges passent par de multiples canaux : l'essor du commerce en volume, mais également en valeur (puisque la demande asiatique fait monter les prix des marchandises exportées) ; la construction d'infrastructures (une part des échanges comportant un volet ressources naturelles contre travaux publics) ; des allègements de dettes (les crédits chinois étant fréquemment consentis à de très faibles taux d'intérêt)...

Les conséquences sont donc clairement bénéfiques pour l'Afrique, qui peut disposer de routes bitumées (reliant Le Caire au Cap), de ponts, de chemins de fer, d'équipements portuaires... La « mise en concurrence » des pays clients contribue aussi à orienter à la hausse les prix des produits exportés sur les marchés mondiaux, tandis que l'emploi de ressources rares pour satisfaire les besoins de consommation locaux devient possible. Ces échanges sont également intéressants, assurément, pour la Chine. Celle-ci accède à des ressources stratégiques pour soutenir son développement accéléré, à commencer par du pétrole (Angola, Nigeria, Algérie), des minerais et métaux rares (Congo Kinshasa)... Elle trouve de plus une opportunité d'embaucher une partie de sa main-d'œuvre excédentaire en l'exportant. Elle peut conserver ses réserves en devises pour les affecter à d'autres usages – hélas, encore trop souvent pour l'achat de titres de la dette états-unienne. Au total, un desserrement des liens de dépendance de pays du Sud vis-à-vis du Nord peut avoir sur eux des effets dynamisants, et multiformes. Pour autant, ces échanges entre l'Afrique et l'Asie sont-ils « équitables » ? Si, du point de vue des pays africains, les avantages de ces relations semblent l'emporter sur leurs inconvénients, il n'est pas sûr que tous les entrepreneurs ou commerçants chinois se soient débarrassés de l'intégralité des traits déplaisants du comportement de domination des pays du Nord vis-à-vis de l'Afrique...

Nous savons que l'économie dominante, dans ses versions académiques (avec la théorie dite des « avantages comparatifs ») ou vulgaires (apologues du libre-échange), considère l'échange comme étant égal et intervenant entre des partenaires égaux, qui tireraient toujours profit d'un commerce libéralisé vu comme un « jeu à somme positive ». Les modèles économiques néoclassiques, qui servent de fondement aux recommandations de politiques néolibérales formulées par les organisations internationales et la plupart des gouvernements actuels, débouchent (presque) tous sur des conclusions favorables au libre-échange. Or, dans le système mondial capitaliste réellement existant, le fonctionnement de la sphère de la circulation marchande a démontré sans ambiguïté, depuis maintenant plus de cinq siècles, qu'interviennent de manière décisive des rapports de forces et de domination entremêlés (entre pays, classes, « races »...). Ce que les économistes « hétérodoxes » ont traduit par les théories de l'échange inégal, de la dépendance, de la détérioration des termes de l'échange... En Afrique, ou ailleurs, les exemples ne manquent pas qui illustreraient des relations économiques internationales opérant en défaveur de pays du Sud. Parler de commerce « équitable » est aujourd'hui devenu à la mode – et c'est un créneau aux profits juteux. Il s'agirait d'introduire de l'« éthique » dans les relations commerciales... ce qui revient à reconnaître, en creux, que le commerce tel qu'il est dans le système mondial capitaliste ne serait pas « équitable », voire même que l'échange serait inégal. Il faudrait alors pour certains « moraliser » le capitalisme... ce qui sous-entendrait que ce que l'on présente comme le système économique le meilleur, donc sans alternative, serait en fait... immoral !

L'une des solutions aux déséquilibres des rapports Nord-Sud pourrait passer par l'expansion des échanges Sud-Sud. Les marges de progression sont énormes, à tous les niveaux : commercial, financier, énergétique, technologique, scientifique... Toutefois, cela constituerait un facteur de rééquilibrage à la condition que ce commerce Sud-Sud soit purgé des « maux » caractérisant les relations Nord-Sud telles qu'elles opèrent traditionnellement. Serait-il en effet acceptable qu'une économie du Sud se comporte à l'égard d'un autre pays du Sud en puissance dominante (ou « sous-impérialiste », pourrait-on dire) ? Ou qu'elle en vienne à exercer sur son partenaire des pressions dans le sens d'une dépossession de ses ressources naturelles et d'une destruction de l'environnement ?

L'accroissement des échanges commerciaux peut certainement dopper le taux de croissance économique d'un pays ;

mais il ne signifie pas nécessairement en soi l'enclenchement d'un développement socio-économique, qui est un processus autrement complexe. Pour l'Afrique d'aujourd'hui, rien ne saurait remplacer le renforcement de ses formations sociales agraires et le soutien étatique volontariste des productions agricoles locales vivrières – même s'il est évident que les importations de biens asiatiques permettent aux peuples africains de mieux vivre en consommant plus (voire de surmonter des crises alimentaires). Une fois la révolution agricole accomplie – par des réformes agraires, si nécessaire – l'impulsion pourrait alors être donnée à une industrialisation autocentrée et, lorsque cela est possible, à certains secteurs des services à plus forte valeur ajoutée.

### **Quelle politique extérieure pour le Nord ?**

Face à ces évolutions fondamentales intervenant au Sud, plusieurs problèmes se posent aux progressistes du Nord. Le premier est lié au fait que celles et ceux qui vivent, travaillent et luttent au Nord pour « un monde meilleur » le font dans des pays qu'ils aiment profondément pour ce qu'ils représentent à leurs yeux ; des pays dont les peuples ont hérité d'histoires faites de luttes sociales (y compris, en France, celles de la Révolution française et de la Commune) ; mais il s'agit aussi, dans le même temps, de pays dont les élites dominantes ont fait commettre, au nom de leurs peuples, des crimes coloniaux et esclavagistes, des pays qui se comportent encore à l'heure présente, en dehors de leurs frontières et en maints endroits du monde, comme des puissances « impérialistes » – liées au pouvoir de la haute finance actuelle – et, qui plus est, en guerre, contre des pays du Sud, de leur propre initiative ou, beaucoup plus fréquemment, sous le commandement militaire de l'hégémonie mondiale. Ceci introduit par conséquent une contradiction forte dans la détermination des stratégies d'alternatives au Nord, et jusque dans la définition même de la « démocratie ».

Un deuxième problème, grave, découle de l'une des conséquences les plus dramatiques de la crise systémique que nous subissons actuellement : c'est l'accentuation de la confrontation (en dépit de quelques « cooptations » du G20) entre le Nord et le Sud, entre pays du centre impérialiste et pays des périphéries. Et ceci, dans un monde où les contradictions se sont complexifiées, non seulement entre élites et masses à l'intérieur de chaque pays, mais encore entre élites dirigeantes elles-mêmes, comme aussi, bien sûr, entre pays du Sud eux-mêmes, avec quelquefois des tentations de domination de la part

de certaines puissances régionales. Néanmoins, la tendance de fond la plus lourde est celle d'une aggravation de la confrontation Nord-Sud – dont la « guerre des monnaies » n'est que l'un des multiples aspects – ; avec comme effet direct, un peu partout au Nord, la montée des extrêmes droites, dans leurs variantes les plus diverses, politiques, religieuses, communautaristes, « ethniques » – pour la plupart, d'ailleurs, totalement pro-systémiques, c'est-à-dire procapitalistes.

Le troisième problème sur lequel il convient enfin d'insister est sans doute de tous le plus « problématique »... en tout cas du point de vue des forces progressistes. Ce problème, tabou, autour duquel on tourne souvent pour essayer de l'éviter, est le suivant : une – bonne – partie des profits globaux réalisés par les banques et les firmes transnationales du Nord, au centre du système mondial (plus de la moitié aux États-Unis, par exemple), provient de transferts de surplus du Sud vers le Nord. Ces transferts, qui passent par les différents canaux que nous connaissons (les remboursements de la dette extérieure, les rapatriements de bénéfices sur investissements directs étrangers ou de portefeuille, l'échange inégal, les fuites de capitaux, la corruption...), constituent ce que l'on doit appeler une « rente impérialiste ». Laquelle rente oblige, malgré elles, certaines forces « de gauche » du Nord à se soumettre (ou à adhérer) au projet impérialiste.

D'où les trois questions suivantes : peut-on accepter i) que les pays du Nord, et la France en particulier, se comportent toujours en puissances impérialistes, voire néocoloniales ? ii) que ces pays soient placés en confrontation avec le Sud – ce qui fait le jeu des extrêmes droites – ? et iii) que certaines fractions de ce qu'il est encore convenu d'appeler la « gauche » acceptent cette rente impérialiste, qui est certes très largement appropriée par les oligopoles financiers et leurs transnationales, mais aussi, pour partie, réinjectée et redistribuée dans la société, dans le but de diviser efficacement les forces de gauche pour que des composantes « embourgeoisées » de ces dernières se laissent domestiquer, entretenir et diriger par les puissances de l'argent, et qu'une portion aussi large que possible des directions partisans et syndicales en viennent peu à peu à abandonner leur position de classes et la radicalité des luttes au service des travailleurs du Nord et en solidarité avec les peuples du Sud ? Les réponses à ces questions doivent être trois fois « non » – un triple « non » qui vaut plus, selon moi, qu'un triple A.

Cet ensemble de difficultés auxquelles font face les forces progressistes du Nord, notamment européennes, est

considérablement compliqué par d'autres problèmes, eux aussi nombreux, mais émanant cette fois du Sud. Parmi les plus sérieux figure celui du choix de la voie capitaliste comme « stratégie de développement » adoptée par la plupart des élites dirigeantes des pays dits « émergents », comme c'est le cas au Brésil, en Inde, dans une certaine mesure aussi en Chine ; et même à l'Est, en Russie. Or, c'est une illusion de croire que le capitalisme est une « solution » pour les pays du Sud, ou de l'Est. Nous sommes en effet entrés, avec l'aggravation de la crise systémique actuelle, dans une période d'effondrement, long, lent et graduel du capitalisme en tant que système mondial. Certes, le capitalisme ne tombera que sous la poussée de luttes antisystémiques convergentes. Mais ce choix de stratégies procapitalistes effectué par nombre d'élites dirigeantes du Sud, constitue une menace pour les forces progressistes en lutte – et ce, même là où ont été accomplies de réelles avancées, comme en Amérique latine. Une menace liée notamment à la tentation des pouvoirs en place, dans certains pays, de confisquer ou freiner les processus de transformation sociale engagés.

Alors, si les problèmes, obstacles, blocages sont si divers, nombreux et puissants, que faire ? Quelles sont les alternatives ? Il serait faux de penser qu'il existe des recettes miracles ; mais faux également de croire qu'il n'y a pas d'alternatives. Il y a des alternatives, à explorer et discuter, démocratiquement. Et pour construire ces alternatives, il faut rouvrir le débat sur les options possibles, en se libérant de la propagande médiatique dominante – dont le centre de gravité semble se situer, à l'heure présente, entre la droite et l'extrême droite.

D'abord, la priorité, et l'urgence, c'est de stopper la régulation du système mondial capitaliste par la guerre, sous l'hégémonie des États-Unis – pour combien de temps ? Les États du Nord ne doivent plus être associés à la stratégie de contrôle militaire du globe par les États-Unis. Il faut arrêter l'engrenage des agressions contre le Sud par les dirigeants des pays impérialistes. Mais pour cela, il conviendrait de sortir de la composante militaire de l'OTAN.

Ensuite, c'est le principe d'existence de bases militaires d'un pays en dehors de son territoire national qui devrait être rejeté. Les pays du Nord devraient donc retirer les bases dont ils disposent à l'étranger, réparties sur toute la planète, afin d'offrir à leurs partenaires du Sud autre chose que la présence de soldats, des ventes d'armes et un discours creux sur des droits de l'homme, nié en pratique. Cela devrait être associé à une réorientation complète, dans un sens progressiste et solidaire, des politiques migratoires, de coopération et de développement.

Car, point fondamental, ce qu'il s'agit de bien saisir, ce sont les liens entre guerre et finance. Les guerres impérialistes modernes constituent une forme de dévalorisation du capital, forme extrême certes, mais rendue aussi « nécessaire » que d'autres formes de dévalorisation (telles que les fermetures d'usines ou la massification du chômage) dans la stratégie anticrise mise en œuvre par les élites dominantes – la haute finance. Ces solutions-là n'en sont pas.

Pour tenter de débrancher la machine infernale de ces guerres, actionnée par cette haute finance, nous devons imposer aux oligopoles financiers l'obligation d'un contrôle public et démocratique. Il faudra les nationaliser, et avec eux, les secteurs stratégiques de l'économie, pour les placer au service des peuples et rouvrir des marges de manœuvre pour des politiques de progrès social véritable. La gravité extrême de la crise qui frappe aujourd'hui l'Europe, et en particulier la zone euro par le biais des dettes « souveraines », en Grèce et en Italie entre autres, amène finalement à se poser la question : les peuples européens n'auraient-ils pas des leçons à tirer des expériences traversées par certains pays du Sud et des stratégies anticrise qui y ont été adoptées ? Le fait est que, jusqu'à présent, ce sont les recettes du Nord, supposées valides universellement, qui ont été habituellement administrées aux pays du Sud – même si elles ne leur conviennent que très rarement. Ces temps-là ont changé. C'est précisément pour cela que la perspective de réactivation de la solidarité internationaliste reste aujourd'hui plus que jamais d'actualité.

### **Quelques références bibliographiques de l'auteur relatives au sujet**

- Herrera Rémy (2013), « Between Crisis and Wars : Where is the United States Heading ? », *Journal of Innovation Economics*, à paraître, Bruxelles.
- (2012), « Reflections on the Current Crisis and its Effects », *Economic and Political Weekly*, vol. XLVII, n° 23, p. 62-71, Mumbai.
  - (2011), « The Euro Zone Crisis : Past, Present, Future », papier présenté à la conférence organisée conjointement par la *Renmin University et la Lingnan University*, décembre, Hong Kong.
  - (2011), « Réflexions sur la crise du capital », papier présenté au séminaire « *Marx au XXI<sup>e</sup> siècle* » du département de philosophie de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, mars, Paris.
  - (2010), *Un Autre Capitalisme n'est pas possible*, Syllepse, février, Paris.

- (2010), *Les Avancées révolutionnaires en Amérique latine*, Parangon, juin, Lyon.
  - (2010), *Dépenses publiques et croissance économique*, L'Harmattan, janvier, Paris.
  - (2009), « Theories of the Capitalist World-System », in Bidet, J. et S. Kouvelakis (dir.), *Critical Companion to Contemporary Marxism*, chapitre 11, p. 209-224, Haymarket, Chicago.
  - (2007), « The Bamako Appeal, Fifty Years After the Bandung Conference », in D. Khudori (dir.), *Rethinking Solidarity in Global Society*, Strategic Information and Research Development Centre, Kuala-Lumpur.
  - (2007), « Migrant Communities and Colonial Legacy : Reflections on the Insurrections of Youth », *Journal of Human Security Studies*, vol. 1, n° 3, p. 57-65, Tokyo.
  - (2006), « The Neo-liberal 'Rebirth' of Development Economics », *Monthly Review*, vol. 58, n° 1, p. 38-50, mai, New York.
  - (2006), « Objectifs du millénaire pour le développement : lutte contre la pauvreté ou guerre contre les pauvres ? », *Alternatives Sud*, vol. 13, n° 1, p. 185-199, janvier, Louvain-la-Neuve.
  - (dir.) (2001), *L'Empire en guerre : Le monde après le 11 septembre*, Le Temps des Cerises et EPO, novembre, Paris et Bruxelles.
- Herrera Rémy, avec Samir Amin (2005), « Towards a Revival of the Solidarity Between the Peoples of the South ? », *Inter-Asia Culture Studies*, vol. 6, n° 4, p. 546-556, décembre, Londres.
- (2000), « Le Sud dans le système mondial en transformation », *Recherches internationales*, n° 60-61, p. 87-99, décembre, Paris.
- Herrera Rémy, avec Samir Amin, Yves Benot, Georges Labiba et Isabel Monal (2001), « Post-Manhattan », *Recherches internationales*, n° 64, pp. 142-157, décembre, Paris.
- Herrera Rémy, avec Paulo Nakatani (2007), « What Rich Countries Owe Poor Ones », *Monthly Review*, vol. 59, n° 2, p. 31-36, juin, New York.